

Le tiers-mondisme contre le tiers-monde

Rony Brauman

1985

Politique Internationale, octobre 1985.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Le tiers-mondisme contre le tiers-monde

Rony Brauman

1985 demeurera sans doute dans la mémoire de l'humanité comme une année marquée du double sceau de la faim et de la solidarité. Réunies pour une grandiose kermesse de l'ère de l'électronique, dont la retransmission en direct dans le monde entier reste en elle-même un évènement, les plus grandes "pop-stars" de l'époque se sont mobilisées pour opposer à la famine le cran d'arrêt de la générosité. Les dizaines, voire les centaines de millions de dollars collectés ont permis de déclencher le plus vaste mouvement de solidarité jamais vu dans l'histoire de l'humanité.

La vieille Europe qui grommelait à son habitude sur le chômage, l'inflation et les montants compensatoires se voyait jeter au visage les images insoutenables de ces enfants décharnés, dont le visage triangulaire de petit vieillard, le ventre ballonné, les gestes lents et le regard lourd lui apparaissaient un implacable réquisitoire contre elle-même, son inconscience, son égoïsme meurtriers.

Il n'était pas question, lorsque la porte entrouverte par le gouvernement éthiopien a permis de découvrir cette tragédie, de s'interroger sur les responsabilités des uns et des autres: il fallait voler au secours de ceux qui pouvaient encore être sauvés, en mobilisant pour cela tous les moyens disponibles. Et il est certain que cet extraordinaire mouvement de générosité a permis de sauver des dizaines de milliers de vies humaines.

Pourtant aujourd'hui, un an après le retour des pluies, et tandis que la plupart des pays sahéliers frappés par la sécheresse connaissent des récoltes satisfaisantes, voire excédentaires, l'Ethiopie renouvelle ses demandes d'aide alimentaire à un niveau équivalent à celui du pire moment de la sécheresse: 1,2 millions de tonnes sont demandés pour l'année 1986.

Pourtant, alors qu'il est prouvé que la famine n'a pu atteindre cette intensité -un million de morts, selon la plupart des estimations- que par l'action délibérée du Derg (saccage de récoltes, saisie de bétail, interdiction des équipes de secours pendant 2 ans), son chef, le colonel Mengistu, continue de bénéficier d'un réel crédit auprès des responsables occidentaux, sinon de l'opinion publique. Malgré sa brutalité, sans équivalent ailleurs sur le continent, et sa politique de destruction systématique de tout tissu social susceptible d'échapper à son contrôle, ce gouvernement bénéficie d'une indulgence et d'un soutien réels, même si l'embarras est évident : le Directeur Général au Développement de la Commission des Communautés Européennes approuve les déplacements de population, comme "élément d'une stratégie à long terme en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire", les Canadiens et les Italiens financent ces programmes de déportation qui répondent au doux nom de "resettlement", le "Collectif Espoir-Ethiopie" ¹ appelle à soutenir les efforts de ses partenaires éthiopiens pour une "Ethiopie verte". Et l'Ethiopie, après la récente signature de la nouvelle convention de Lomé, devient le premier bénéficiaire du 6ème FED. La famine de 1972-73 avait emporté le Négus. Le Colonel Mengistu sort, lui, renforcé de cette épreuve dont le coût humain aura probablement été au moins trois fois supérieur.

La tragédie à laquelle nous assistons, et les réactions qu'elle suscite nous renvoient à une interrogation sur une certaine vision du tiers-monde élaborée en Occident. Ce cas extrême de décalage entre la réalité et les intentions affichées -développement égalitaire, auto-suffisance,

¹ Ce collectif regroupe plusieurs ONG françaises, notamment Frères des Hommes, Terre Des Hommes, le CCFD et la Cimade.

affranchissement de la tutelle extérieure- vient jeter une lumière particulièrement crue sur un vif débat engagé au cours cette même année à l'occasion du colloque "le tiers-mondisme en question" organisé par la Fondation Liberté Sans Frontières.

Le soutien à d'implacables tortionnaires ne poserait en effet pas de problèmes en soi s'il ne provenait de personnes engagées dans un combat pour une société plus juste, plus respectueuse des droits de l'homme, dont la sincérité ne saurait être mise en doute.

Témoin du blocage de la réflexion sur les problèmes du Tiers-Monde et du développement, sur la nature et la spécificité des problèmes que l'on y rencontre, cet aveuglement en dit long sur l'importance de renouveler l'approche de ces questions et l'urgence d'en finir avec les mythes qui l'encombrent.

La morale ne peut se substituer à la compréhension des choses, sous peine de se voir réduite à un conformisme stérile, dit Octavio Paz, montrant ainsi comment, drapée dans le manteau de la dignité, sûre de sa vertu, la bonne conscience progresse, indifférente à tout ce qui pourrait mettre en cause ses propres présupposés.

Ainsi la famine qui sévit dans les pays africains est-elle présentée comme le résultat d'un ordre mondial dominé par les puissances industrielles faisant du tiers-monde un vaste réservoir de matières premières, utilisé de la façon la plus cynique pour le plus grand confort des nantis. Cette "causalité diabolique" ² qui attribue au Nord l'essentiel de la cause des malheurs du Sud, cette présentation du Tiers-Monde comme un vaste champ de ruines, où tous les efforts des peuples pour accéder à plus de justice buteraient contre un système mondial reproducteur du sous-développement, constituent l'essence même du discours tiers-mondiste, véhiculé par nombre de mouvements humanitaires et diffusé à la tribune des organisations internationales.

L'une de ses conséquences les plus immédiates est de poser un regard plus que complaisant sur tous ceux qui, au nom des intérêts bien compris de leurs peuples, affichent la volonté de rompre avec cet ordre inique. Le prix payé par la population compte alors moins que la générosité de l'intention: là réside l'explication de cette étrange sollicitude manifestée envers des tyrans comme Pol Pot ou Menguistu. Que valent, en effet, aux yeux des tiers-mondistes, les erreurs de quelques uns face à un "système qui plonge les trois quarts de l'humanité dans la détresse et la pénurie" (Régis Debray)? Que signifient ces exactions, lorsqu'on les compare aux "goulags de la faim", au pillage méthodique du tiers-monde par les multinationales du Nord? De quelle morale internationale pourraient se réclamer ceux qui, ajoutent les tiers-mondistes, ont bâti leur prospérité sur le pillage colonial, ceux dont le "bonheur est payé quotidiennement par la destruction de (leurs) semblables" ³?

Signe de l'injustice fondamentale caractérisant les relations entre pays riches et " nations prolétaires", cause du marasme des situations alimentaire et agricole de nombreux pays, la détérioration des termes de l'échange est invoquée comme cause de l'échec de nombreuses expériences de développement : les pauvres se voient contraints de brader leurs matières premières à des prix chaque année plus bas, à des riches qui leur vendent toujours plus cher leurs produits manufacturés. Comment sortir d'une telle impasse autrement qu'en brisant ce cercle infernal. L'idée qu'"une grande partie de la guerre menée à la misère et à la faim se gagnera dans les pays développés" ⁴ domine toute la réflexion sur le développement. D'où l'importance attachée

² Pascal Bruckner, Le sanglot de l'homme blanc, éd. du Seuil.

³ J. Ziegler, Vive le pouvoir! ou les délices de la raison d'Etat, Ed. du Seuil

⁴ J.M. Albertini, Mécanismes du sous-développement et développements, Ed. Ouvrières.

au Nouvel Ordre Economique International, lieu de ralliement de tous ceux qui se réclament du combat pour une véritable justice planétaire.

Or c'est sur un extraordinaire contresens que se fonde cette idée autour de laquelle se sont organisés d'innombrables conférences et colloques internationaux, avec pour résultat essentiel de masquer les véritables problèmes.

L'un des points d'ancrage les plus forts du NOEI est le soutien aux cours mondiaux des produits de base, destiné précisément à remédier à la dégradation régulière de leur valeur.

Cette demande, qui semble frappée au coin du bon sens, ne résiste en fait pas à l'examen: Elle se fonde implicitement sur l'idée que les produits primaires proviendraient en majorité du Sud, et les produits manufacturés du Nord, ce qui est faux. L'analyse des échanges internationaux⁵ montre en effet que, en excluant le pétrole, les pays développés sont les principaux exportateurs de matières premières. A l'inverse, toujours hors énergie, les exportations de produits manufacturés des pays du Sud dépassent les exportations de produits primaires.

Cela signifie que s'il était mis en application, le NOEI représenterait en fait un transfert de richesses des pauvres vers les riches, ce qui est l'inverse du but recherché. Mais au-delà même de la question de savoir qui produit et qui transforme, 2 points fondamentaux doivent être considérés: D'une part la notion même de détérioration des termes de l'échange ne correspond à aucune réalité observable sur un plan général. Les études qui en font état se fondent sur des périodes particulières, et des marchandises choisies: quand l'analyse porte sur la totalité des échanges et des pays, il devient impossible de repérer une tendance à long terme. D'autre part, lorsqu'elle existe, cette détérioration ne signifie pas en elle-même appauvrissement de celui au détriment duquel elle se produit: bien souvent au contraire, elle reflète une amélioration des techniques de production, c'est à dire de la productivité et des rendements, entraînant une baisse des prix et donc une détérioration des termes de l'échange, liée à un enrichissement global. L'exemple de l'électronique japonaise, dont les prix se sont littéralement effondrés au cours de ces dix dernières années, illustre bien ce phénomène. Le Japon a vu ses termes de l'échange se dégrader dans des proportions extraordinaires tout en connaissant un remarquable essor économique et social.

Le raisonnement reste le même en Afrique, pour ce qui concerne par exemple la détérioration des prix agricoles. Au Burkina Faso, par exemple⁶, le coton et l'arachide constituent les deux principales cultures de rente du pays (l'arachide est en fait pour l'essentiel auto-consommé): en 20 ans, avec une évolution semblable -défavorable- des termes de l'échange, les rendements de coton ont été multipliés par 6, la production par 13, tandis que l'arachide stagnait avec une production stable et des rendements à peine augmentés. Ce succès peut être attribué au "meilleur encadrement des producteurs, aux variétés de coton planté, aux progrès dans l'utilisation d'engrais et d'équipements(...).De plus, la commercialisation du coton est bien, organisée." (op. cit.)

Le revenu monétaire de ces paysans, en termes de biens manufacturés a été multiplié par 10 en 20 ans, alors que simultanément les termes de l'échange se dégradaient. Il va de soi que cette évolution ne saurait résister à une dépréciation soutenue. Mais l'on en vient ici à un autre enjeu:

⁵ Rapports Nord-Sud, Mythes et réalités (1984), Centre de Prospective et d'Evaluation. (Ministère de l'Industrie et de la Recherche)

⁶ Jacques Lecaillon et Christian Morrisson, Politiques économiques et performances agricoles - Le cas du Burkina Faso - 1960-1983, textes du centre de développement de l'OCDE.

celui de la diversification des productions, comme réponse à la fragilité des économies mono-exportatrices.

D'une manière plus générale, les principes du NOEI sont révélateurs d'une conception du développement que les leçons de l'expérience viennent remettre fondamentalement en cause. Les grandes lignes, exposées par J.M. Albertini (op. cité) sont les suivantes:

- Le NOEI reconnaît et affirme la souveraineté "entière et permanente des états", avec le droit à la nationalisation sur toutes les matières premières et activités se trouvant sur leur territoire.⁷
- Il proclame que cette souveraineté doit aller de pair avec une interdépendance croissante qui établira: Des prix stables et rémunérateurs pour tous les produits de base; des accords à long terme entre pays producteurs et pays consommateurs; l'accès de tous aux ressources communes de l'humanité (...)
- Il demande que l'on établisse une vraie solidarité capable de compenser les infériorités actuelles et les spoliations coloniales et néo-colonialistes.(...)⁸

Pur exercice de rhétorique à l'usage des forums internationaux, le NOEI serait en fait sans importance, s'il ne venait apposer le sceau de la respectabilité et de la rigueur à la thèse sur lesquelles il repose:

C'est la spoliation des pays du tiers monde qui a permis aux nantis de bâtir hier leur richesse, et d'imposer aujourd'hui leur ordre. C'est donc sous l'angle de la réparation d'une dette historique que doit s'envisager la coopération. L'objectif premier de cette coopération doit être la remise en cause d'un système à l'intérieur duquel il n'existerait point de salut, les échanges entre riches et pauvres ne pouvant que creuser l'écart qui les sépare.

Yves Lacoste⁹ fait justice de cette thèse de la richesse par le pillage en rappelant que l'histoire compte bien d'autres cas d'accaparement de richesses par des groupes conquérants (Arabes, Mongols par exemple) sans que ceux-ci ne jouent pour autant le rôle de la bourgeoisie européenne depuis la fin du Moyen-Age.

Les cas, bien réels, de pillage, ne résument pas l'entreprise coloniale qui, après bilan, se trouve être en fait plus un fardeau économique qu'un tremplin, comme l'a montré, en ce qui concerne l'ex-empire colonial français, Jacques Marseille¹⁰.

Fondé sur des bases historiques pour le moins fragiles, le NOEI est le prolongement de théories élaborées dans les années 50 par des économistes latino-américains.

Les concepts de détérioration des termes de l'échange et de stratégies protectionnistes de substitution d'importations, développés par les théoriciens de la "dépendance" derrière Raoul Prebisch, ont en effet connu rapidement un retentissement considérable: après la CEPAL (Commission Economique Pour l'Amérique Latine), sanctuaire du "développementalisme" dont l'influence sur les politiques économiques d'Amérique latine dans les années 50 et 60 a été déterminante, ces analyses se trouvent à l'origine de la création de la CNUCED et de l'ONUDI, du projet de NOEI, et de façon plus large, inspirent l'ensemble du courant tiers mondiste.

⁷ Souligné par l'auteur

⁸ Souligné par l'auteur

⁹ Contre les anti-tiers-mondistes, et contre certains tiers-mondistes, Ed. La Découverte.

¹⁰ Empire colonial et capitalisme français-Histoire d'un divorce, Ed. Albin Michel.

L'approche structurale, autre école de pensée influente, qui doit beaucoup aux "étapes de la croissance" de Rostow, se fonde sur un classement des pays selon un certain nombre de caractéristiques (situation géographique, taille, ressources naturelles, part de l'agriculture dans le revenu global etc...) et sur la nécessité d'apport de capital extérieur pour répondre aux besoins d'épargne et d'équilibre de balance des paiements (théorie des "deux gaps"): l'aide financière, les sources de capital extérieur y jouent un rôle important ¹¹.

L'école structurale, et celle de la "dépendance" ont de nombreux points communs et sont venues se renforcer mutuellement. Des catégories telles que "pays les moins avancés", "pays exportateur de produits de base", "pays sans accès à la mer" se sont répandues, venant en quelque sorte confirmer l'idée que la fonction du système international en vigueur est de renforcer les privilèges des uns au prix de l'aggravation du handicap des autres: les pays du Sud sont entrés dans le combat contre le sous-développement avec "une main attachée dans le dos".

Avec des auteurs comme Chenery, Hirschmann, ces deux courants se rassemblent autour d'un schéma de développement axé sur une stratégie d'import substitution. Comme le note Jean Marie Gankou ¹² "l'expérience de l'Amérique Latine a montré que ce type d'industrie accroît la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur et qu'à long terme leurs effets d'entraînement (s'il y en a) sur l'économie tendent vers un plafonnement".

L'évolution très contrastée qu'ont connu des pays partant de situations économiquement voisines vient en outre affaiblir considérablement l'idée selon laquelle le système de l'échange inégal, l'asymétrie Nord-Sud sont des obstacles infranchissables pour de jeunes nations fragiles.

Il y a trente ans la situation alimentaire de nombreux pays d'Asie était comparable à celle des pays sahéliens d'aujourd'hui. Le taux de mortalité infantile, indice le plus fiable pour juger de l'évolution sociale d'un pays, était le même en Corée et au Mali. La situation du sous-continent indien était tragique, et tous prévoyaient pour sa population un avenir de famine et de misère. Le spectaculaire renversement de tendance observé en l'espace d'une génération montre qu'il n'y a pas de fatalité, de quelque nature qu'elle soit, de la misère et du sous-développement.

A la même époque, l'Afrique au sud du Sahara, pratiquement auto-suffisante sur le plan alimentaire, produisait 95% de sa nourriture. Les vastes étendues disponibles, et la faible densité de population étaient autant de facteurs lui permettant d'envisager l'avenir avec confiance. C'est l'inverse qui s'est produit, avec, au long de ces vingt cinq dernières années, une montée continue de la dépendance alimentaire: "dans les 24 pays les plus affectés par la sécheresse, la moyenne annuelle de la production céréalière a diminué d'environ 2% par an" ¹³.

L'évolution de l'Asie rurale et des nouveaux pays industrialisés (particulièrement Corée du Sud et Taïwan), mais également de plusieurs pays d'Afrique qui ne font jamais la "une" de la presse, comme le Cameroun, le Kenya, la Côte d'Ivoire montrent en fait l'inanité de la thèse selon laquelle les échanges internationaux pénalisent les faibles pour le plus grand bénéfice des "forts". L'examen de pays ayant opté pour la fermeture, au nom du principe de développement auto-centré, tel la Tanzanie, montre a contrario dans quelle situation -paradoxale en apparence- de dépendance alimentaire et d'endettement ils se trouvent.

¹¹ Helen Hugues. Développement, les leçons de l'expérience. Centre d'études du développement, Université Nationale d'Australie

¹² Echange et développement, l'économie camerounaise, Ed. Economica.

¹³ Banque Mondiale, Un programme d'action concertée pour l'Afrique au Sud du Sahara, 1984.

"Il est désormais hors de doute que les rares pays, en particulier les 4 pays d'extrême -Orient (Taïwan , HK, Corée , Singapour) ... qui se sont tournés sans tarder vers une stratégie de promotion des exportations en ont tiré d'immenses profits; cela ne peut échapper qu'à ceux qui préféreraient les préjugés aux données empiriques ou à ceux qui tiennent en mépris la stratégie de promotion des exportations parce qu'ils assimilent la poursuite de cette stratégie à des régimes réactionnaires"¹⁴.

On explique souvent, dit Bernard Nezeys ¹⁵, que la dépendance se mesure à l'aune de l'intégration à l'économie internationale et au volume des capitaux étrangers dans le pays concerné. C'est exact, ajoute-t-il, mais c'est aussi oublier que le sous-développement et l'extrême pauvreté sont des facteurs de dépendance dont les effets humains sont autrement plus sensibles. "Les pays dont l'économie est repliée sur elle-même ont généralement une croissance moins forte, ont plus de mal à s'adapter aux chocs et connaissent des problèmes d'endettement plus graves que les pays à économies plus ouvertes" souligne la Banque Mondiale dans son rapport 1984.

Si l'ouverture au monde n'est pas une garantie de réussite, elle en est à l'évidence une condition impérative. Du moins si l'on prend la peine d'observer sans idées préconçues la réalité. Sans céder pour autant au fétichisme du taux de croissance, il n'est plus possible d'ignorer que c'est "dans les pays qui ont connu la croissance économique la plus rapide, que les approvisionnements vivriers ont le plus progressé, soit du fait de la production intérieure, soit grâce à leurs moyens accrus de financer l'importation de denrées alimentaires" ¹⁶.

Il est pourtant frappant de voir la désinvolture avec laquelle le mouvement tiers-mondiste balaye ces objections: tout en continuant à répéter des slogans aussi surréalistes que "la vache du riche mange le grain du pauvre" ¹⁷, on y condamne sans appel les pays ayant connu un essor économique important, en invoquant deux types d'objections, qui ne sont d'ailleurs pas mutuellement exclusives: ou bien il s'agit de cas tellement particulier qu'il serait impossible d'en tirer une quelconque leçon, le moindre enseignement susceptible de profiter à d'autres. (Singapour et Hong-Kong, villes-états; Corée du Sud, pays coupé en deux et massivement aidé pour des raisons politiques...)ou bien sont systématiquement mises en avant les atteintes aux droits de l'homme dans ces pays, et l'effroyable coût social de ce développement par ailleurs considéré comme inégalitaire.

Si l'essor économique d'un pays ne saurait justifier aucune atteinte aux droits de l'homme, il faut relever qu'ici ces atteintes sont imputées au système économique, et fondent sa condamnation sans appel (l'impitoyable loi du profit), alors qu'ailleurs elles sont soit ignorées, soit comparées aux bienfaits présents ou futurs, réels ou supposés, que l'Etat fournit à sa population.

Avec une distance toujours aussi grande par rapport à la réalité, le discours tiers-mondiste ajoute, à toutes les autres causes de pénurie et de disette, le développement inconsidéré de cultures d'exportation réalisé au détriment des cultures vivrières, là encore pour le seul bénéfice des occidentaux.

Cet autre indice de la domination néo-coloniale qui caractérise les rapports Nord-Sud perd beaucoup de sa force lorsque l'on observe l'évolution des cultures d'exportation en Afrique: après avoir poursuivi dans les années 60 l'expansion amorcée à l'époque coloniale, les exportations

¹⁴ Jagdish N. BHAGWATI, Asian development review, vol. 2, N°1, 1984.

¹⁵ Commerce international, croissance et développement, Ed. Economica.

¹⁶ Edouard Saouma, in La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, FAO 1984.

¹⁷ Cf sur ce sujet la brochure de la Fondation Liberté Sans Frontières: La vache du riche mange le grain du riche, Sylvie Brunel.

agricoles de l'Afrique connaissent dans leur vaste majorité un grave déclin depuis les années 70. La FAO estime que les exportations agricoles ne représentaient en 1981 que 82% de ce qu'elles étaient au cours de la période 1969-71. Ce qui fait dire à J.Giri, compte tenu de l'augmentation de plus de un tiers de la population entre temps, que "chaque africain n'exporte au début des années 1980 que 60% de ce qu'il exportait il y a une dizaine d'années (...) et aujourd'hui probablement moins de la moitié".¹⁸

D'une manière générale, contrairement à ce qui se dit souvent, les cultures vivrières et d'exportation évoluent dans le même sens, les premières bénéficiant de l'amélioration des techniques (irrigation, intrants), et des circuits de commercialisation nécessaires pour le développement des dernières. Et lorsque celles-ci chutent, elles ne sont pas remplacées par des cultures de subsistance. L'effondrement de la production de bananes, de sisal, d'huile de palme, pour citer des sources importantes de richesse de l'Afrique il y a 20 ans, ne s'est pas accompagné d'un essor parallèle de productions vivrières. Et s'il est vrai que certaines d'entre elles ont vu leurs termes de l'échange se dégrader au cours des années 70, cela n'est pas suffisant pour expliquer cette chute, car la production a été reprise par d'autres pays, qui n'échappent pas à ce phénomène.

J. Giri estime que "si l'Afrique avait simplement maintenu sa part du marché au point le plus haut atteint, elle aurait encaissé en 1984 de l'ordre de trois milliards de dollars supplémentaires".¹⁹

Le butoir qu'oppose la réalité au discours tiers-mondiste, et les disparités d'évolution observées au "Sud" remettent en question le concept même de tiers-monde en tant qu'entité aux intérêts solidaires. Les guerres qui le déchirent, les intérêts qui le divisent rendent stérile l'exercice qui consiste à le recréer de façon volontariste à mesure qu'il se dissout.

La remise en cause du concept lui-même a pour première conséquence la remise en cause du caractère spécifique des problèmes de développement. Yves Lacoste, qui réfute systématiquement dans son dernier livre²⁰ toutes les thèses économiques qui structurent le discours tiers-mondiste, craint qu'en niant la validité du concept on ne disqualifie en même temps l'ensemble des idées généreuses qui lui ont été associées.

Sans doute le risque existe-t-il, mais il vaut d'être encouru pour plusieurs raisons: d'abord parce qu'à laisser la générosité sociale se fourvoyer dans cette impasse, on s'expose à la décourager totalement. Ensuite parce que le tiers-mondisme ne peut plus prétendre incarner l'idéal de justice dont il se réclame, pour avoir soutenu trop de bourreaux au nom de l'avenir radieux qu'ils annonçaient, et pour le faire encore, en Ethiopie ou ailleurs. Enfin, et surtout, parce que loin d'éclairer le problème, il l'obscurcit, en gommant des différences qui constituent les éléments les plus précieux pour comprendre.

C'est au prix de l'abandon de ces mythes qui brouillent la vision, et d'un effort de compréhension lucide que l'on peut parvenir à mesurer les véritables enjeux. L'évolution des mentalités en Afrique est à cet égard encourageante: "La crise a pour première cause le refus des gouvernements africains de traiter l'agriculture comme la pierre angulaire du développement", disait-on lors de la rencontre des ministres de l'économie africains organisée en mai 1985 sous l'égide de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) à Addis.

18 Jacques Giri, L'Afrique en panne, Ed. Karthala.

19 Op. Cit.

20 Op. Cit.

Le défi que doit aujourd'hui relever le continent africain pour sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve est d'une telle ampleur qu'il impose de se débarrasser du "prêt-à-porter idéologique" qui a trop souvent tenu lieu de réflexion. "Vingt ans de "socialisme africain" d'un côté et dix ans de collectivisme de l'autre ont amplement prouvé que le monde paysan, ici comme ailleurs, se rebelle sitôt qu'idéologie et bureaucratie s'allient pour brider son libre arbitre" ²¹.

Le doublement de la population au cours des vingt cinq dernières années, ôte à l'Afrique cette caractéristique d'être le continent des grands espaces, lieu privilégié d'une agriculture itinérante: en l'absence d'évolution parallèle des techniques culturales, l'augmentation de la production se fait d'abord par une extension des surfaces cultivées puis, en raison de l'espace désormais limité, par diminution des temps de jachère. Le temps nécessaire pour la reconstitution des sols ne peut plus être respecté, tandis que le surpâturage et la déforestation progressent, venant à leur tour aggraver la dégradation des sols. Jacques Giri parle à ce sujet de "désertification intérieure", beaucoup plus préoccupante à ses yeux que l'avancée du désert, car située au cœur même des pays sahéliens.

La dette extérieure, qui représente 5 mois en moyenne de produit National, et l'absence d'épargne viennent se surajouter à cette situation accablante, qui ne connaîtra pas de traitement correct si le diagnostic exact n'est pas établi et accepté.

La stagnation des techniques culturales et l'insuffisance de l'encadrement sont les problèmes essentiels, déjà soulevés par Pierre Gourou²², trop longtemps négligés. L'alphabétisation, en dehors de laquelle il est illusoire d'espérer une réelle circulation de l'information, donc une amélioration durable de "l'encadrement des hommes", est un enjeu fondamental.

Gilbert Etienne ²³ a montré l'importance et l'efficacité des stratégies d'attaque "indirecte" de la pauvreté: amélioration des techniques, utilisant à la fois "l'ancien et le nouveau avec d'une part les pompes, les semences sélectionnées, les engrais chimiques et les pesticides, d'autre part, les labours à l'araire, les semis et sarclages à la main, le battage traditionnel.

Le désenclavement de régions isolées est indispensable pour fluidifier la circulation des hommes et des biens, permettre à des régions excédentaires de commercialiser leurs productions et vendre à d'autres qui se trouvent déficitaires. Ce processus suppose un recul de l'économie dite de subsistance, ou informelle, au profit de l'économie monétaire, et donc une remise en cause de modes de vie traditionnels. Nombre de ceux qui ont parcouru l'Afrique ces dernières années se sont déclarés frappés par les profonds changements survenus dans les modes de vie en l'espace de moins d'une génération. L'appauvrissement relatif du continent tire ce changement vers le bas, sans entraver sa progression.

Le défi qui s'offre à l'Afrique et à ses amis est aujourd'hui d'inverser la tendance: le développement économique et social ne peut se passer d'une remise en cause qu'il est nécessaire d'assumer. La question ne devrait plus porter aujourd'hui sur la pertinence de cette évolution, mais sur la façon de la maîtriser au mieux des intérêts de la population.

La "révolution verte" a trop souvent été condamnée au nom des disparités sociales qu'elle induisait et de la dépendance à l'égard de l'étranger qu'elle faisait apparaître: il faut en effet importer, et payer en devises, les engrais et pesticides, investir, donc s'endetter. Mais cette

²¹ Jacques de Barrin, Le monde, 11 mai 1985.

²² Terres de bonne espérance, le Monde Tropical, Ed. Plon.

²³ Le développement rural en Asie, Ed. PUF-Iedes

attitude revient à condamner la création d'une entreprise sous prétexte qu'elle ferait apparaître un nouveau lieu d'exploitation.

A ceux qui objecteraient que le paysan africain ne se transformera pas en exploitant agricole, que l'"Homo Œconomicus" n'existe pas en Afrique, on peut opposer l'histoire suivante, relevée dans le Japan Times du 18 Août 1915, témoin de la déception d'un homme d'affaires australien:

"Sur un plan strictement commercial, je regrette d'avoir à le dire, le Japon ne jouit pas de la réputation de faire les choses au mieux. La médiocre qualité des produits, l'irrégularité, et le laissez-aller montré dans les expéditions de marchandises sont une source de perpétuel tracas... J'ai vite perdu toute illusion sur votre main d'œuvre bon marché lorsque je l'ai vue au travail. Certes vos ouvriers sont peu payés, mais le résultat ne vaut guère mieux; à voir vos hommes au travail, j'ai le sentiment que vous formez une race très nonchalante pour qui le temps ne compte pas. Quand je m'en suis ouvert à certains patrons, ils m'ont fait savoir qu'il était impossible de changer des habitudes qui font partie du patrimoine national."

C'est au prix de cet effort, dans lequel les pays industriels ont un rôle important à jouer, que sera assuré le développement de l'agriculture, indispensable au développement général: "Parmi les pays en développement qui ont connu une croissance agricole rapide, la grande majorité ont également fait de grands progrès dans le domaine de l'industrie et dans toute l'économie en général. Là où l'agriculture n'a guère progressé, le reste de l'économie a stagné"...

L'absence de panacée, de solution clés en main, aux problèmes du monde restera sans doute la grande leçon de ces trente dernières années. Partout où il fait sentir ses effets, le développement progresse par "grignotage", selon l'expression de Gilbert Etienne: grignotage de la pauvreté, des traditions, des privilèges, mouvement que l'Etat doit favoriser, mais qui ne peut venir que de la société. C'est dans le libre arbitre, la liberté de conscience, de mouvement et d'action des individus que se trouve la source d'énergie de ce mouvement de la société.

La coopération internationale doit rendre matériellement possible, par l'aide financière, le crédit, une assistance technique de haut niveau, la mise en œuvre de cette stratégie. Elle ne devrait cependant jamais oublier que l'Afrique attend d'elle "qu'elle partage d'une manière courageuse la Démocratie et la Liberté"²⁴.

Saura-t-elle s'en donner les moyens?

²⁴ Jean-Dick Lobe, Lettre du Forum pour l'Indépendance et la paix.